



BULLETIN DE VEILLE

N°525
30 avril
2026

Ce bulletin de veille vous propose une sélection de nouvelles ressources issues de notre veille et accessibles en ligne sur notre site, avec notre agenda et nos recommandations de podcasts. Vous cliquez désormais directement sur le titre de la ressource pour y accéder. Bonne lecture !

A LA UNE

Déclaration globale des jeunes pasteurs - Appel à l'action de Madrid

Adoptée à Madrid à l'issue du rassemblement mondial des jeunes pasteurs venus d'Afrique, d'Arctique, d'Asie, du Moyen-Orient, d'Europe et des Amériques, cette déclaration présente 23 revendications structurées autour de la gouvernance, des terres et biens communs, de la justice climatique, des savoirs culturels et des moyens de subsistance. Elaboré dans le cadre de l'Année Internationale des Parcours et des Éleveurs pastoraux (IYRP), le texte demande une représentation formelle des jeunes pasteurs dans les espaces de décision, la reconnaissance juridique de la mobilité pastorale et le respect du consentement libre, préalable et éclairé pour les projets affectant les territoires pastoraux. Il appelle également à un accès direct aux financements climatiques, à la protection des savoirs pastoraux, à l'élargissement des dispositifs de santé, d'assurance et de protection sociale, ainsi qu'à la prévention des projets de monoculture, d'extraction ou de compensation carbone susceptibles de limiter l'accès aux ressources. Certains mécanismes liés à la compensation carbone sont ainsi fortement critiqués lorsqu'ils entraînent une perte de contrôle des terres pastorales ou une restriction des usages communautaires. Le document demande que soient évités ou rejetés les projets qui limitent l'accès aux parcours, fragmentent les territoires ou déplacent les communautés pastorales.

Au niveau international, les signataires souhaitent intervenir dans les instances des Nations unies liées au climat, à la biodiversité, aux terres et à l'alimentation. Le document fait explicitement référence au processus de l'Année internationale des parcours et du pastoralisme 2026 comme levier de visibilité politique, ainsi qu'aux espaces de dialogue associés à l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, notamment le comité consacré à l'élevage et aux systèmes pastoraux au sein du Comité de l'agriculture (COAG).

La déclaration appelle également à une présence dans les mécanismes de gouvernance climatique et vise les cadres de mise en œuvre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et les espaces où sont décidées les politiques d'atténuation et d'adaptation.

Ressource :

Déclaration globale de jeunes pasteurs, Alliance globale IYRP, 2026

Les 14 goulets d'étranglement du commerce alimentaire mondial



Plateforme gazière au Sénégal : menace pour les modes de vie des pêcheurs

Vidéo, Mongabay Afrique, avril 2026

Ce reportage examine les impacts de la plateforme offshore GTA (Grand Tortue Ahmeyim), opérée par BP au large de Saint-Louis (Sénégal), sur les pêcheurs artisanaux locaux. Construite sur un récif traditionnel de pêche, la plateforme restreint les zones d'accès à la mer, menaçant les moyens de subsistance de ces communautés. Si l'exploitation gazière, démarrée en décembre 2024, est saluée par l'État sénégalais, ses conséquences sociales pour les pêcheurs restent peu prises en compte.

Voir également

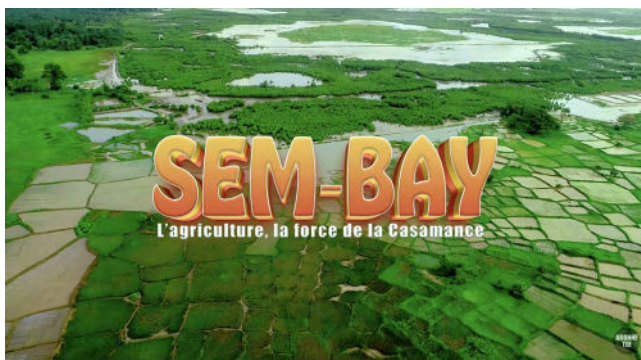
Usines de poisson : quels impacts au Sénégal ?, sur les effets des six unités industrielles de transformation du poisson au Sénégal, qui convertissent le poisson frais en farine et huile destinées à l'aquaculture mondiale.

Vidéo, Mongabay Afrique, avril 2026

Notre agriculture, otage de la géopolitique mondiale

Tribune, Alternatives économiques, avril 2026

La tribune analyse la vulnérabilité de l'agriculture française face aux chocs géopolitiques, illustrée par la fermeture du détroit d'Ormuz en février 2026 qui a fait flamber le prix des carburants et des engrais azotés. Les auteurs plaident pour une transition vers la résilience énergétique des exploitations, en mobilisant sobriété, légumineuses, autonomie fourragère et agriculture biologique, au-delà des seules mesures d'urgence.



Leuz Diwane G _ SEM_BAY_ (La Force de l'Agriculture de la Casamance) feat

Clip, Leuz Diwane G, IPAR, avril 2026

Ce clip collectif, co-construit avec des artistes du département de Bignona (Sénégal) à partir des résultats d'une prospective territoriale sur les systèmes alimentaires à l'horizon 2045, constitue un outil de plaidoyer original pour l'agroécologie et la résilience alimentaire en Casamance. Issu du projet Agroecology for Resilient Territories in Senegal (ARTS), la démarche combine une recherche-action en sciences sociales avec la mobilisation de l'art et de la culture, dans le but de susciter l'engagement des parties prenantes.

Agroécologie

Webinaire: paysannes des suds, agroécologie féministe et regards croisés

Replay de webinaire, CFSI, avril 2026

Ce webinaire propose deux regards croisés sur l'agroécologie féministe dans les Suds et en France. Mélanie Antin examine le rôle des femmes rurales et autochtones au Chili dans la préservation de la biodiversité cultivée et la transmission des savoirs. Hélène Guetat s'appuie sur des recherches conduites en Inde du Sud, au Brésil et en France pour éclairer les liens entre agroécologie paysanne et féminisme, et leurs résonnances dans les contextes agricoles et alimentaires français.

Coopération internationale

La coopération internationale en crise ? Derrière la chute des budgets, une crise de légitimité

Article, The Conversation, avril 2026

L'article analyse la contraction historique de l'aide publique au développement (APD) en 2025 (moins 23 % selon l'OCDE), largement imputable au démantèlement de l'USAID par l'administration Trump. Mais l'auteur montre que la crise est avant tout politique et paradigmatique : les ONG occidentales font face à une triple contestation (souveraineté des États du Sud, critiques populistes et décoloniales au Nord, tensions internes). Trois trajectoires sont esquissées : continuité dégradée, recomposition géopolitique ou refondation pluriverselle.

Crédit

Les difficultés d'accès au crédit agricole et leur incidence sur le développement de l'agriculture en République Démocratique du Congo

Article scientifique, Revue Internationale de la Recherche Scientifique (Revue-IRS), avril 2026

L'article examine, en RDC, les freins à l'accès au crédit agricole et leurs effets sur la productivité. Christian Selemani Kituba, chef de travaux à l'Université de Lubumbashi, montre que les risques climatiques, la saisonnalité et l'insécurité foncière dissuadent les banques commerciales. Il recommande la sécurisation des concessions par certificat d'enregistrement et l'instauration d'assurances agricoles et de fonds de garantie pour rendre le crédit bancaire accessible aux exploitants.

Données

Défis de la qualité des données pour l'analyse de l'abordabilité alimentaire dans les pays du Sahel central, en Afrique de l'Ouest

Article scientifique, Revue Organisations & Territoires, 2026

Cet article évalue la qualité des données disponibles pour analyser l'abordabilité alimentaire au Burkina Faso, au Mali et au Niger, à partir d'un modèle conceptuel croisant prix des marchés et revenus des ménages. Le diagnostic, conduit sur métadonnées, révèle des lacunes majeures et persistantes : données agricoles, commerciales et de marché souvent absentes ou inaccessibles ; désagrégation insuffisante (rarement infrarégionale) ; harmonisation incomplète entre pays. Les auteurs plaident pour un système commun et structurel de collecte de données à l'échelle du Sahel central.

Engrais

Strait of Hormuz crisis should catalyze African biofertilizer production

Article, Mongabay, avril 2026, en anglais

Face aux perturbations des approvisionnements en engrais chimiques causées par les tensions dans le détroit d'Ormuz (20 à 50 % des engrais africains provenant du Golfe Persique), Susan Chomba (WRI) plaide pour accélérer la production locale de biofertilisants en Afrique. Elle met en avant le rôle des petites et moyennes entreprises innovantes (compostage, biochar, mouche soldat noire, IA solaire) et des agriculteurs eux-mêmes, en complément des grandes unités industrielles, pour renforcer la résilience alimentaire et la santé des sols africains.

Une version en français de l'article est disponible sur le site d'[IPES-Food](#).

Foncier

Women's meaningful participation in community engagements for land-based investments

Columbia Center on Sustainable Investment, International Institute for Environment and Development (IIED), Namati, février 2026, en anglais

Cette note d'orientation du projet ALIGN alerte les gouvernements sur l'exclusion fréquente des femmes des processus de concertation communautaire liés aux investissements fonciers. Elle distingue trois dimensions d'une participation effective (présence, prise de parole et pouvoir décisionnel) et identifie les barrières socioculturelles, sécuritaires et institutionnelles qui y font obstacle. Elle recommande aux États d'adopter des politiques de concertation intégrant explicitement la participation des femmes, en s'appuyant sur la boîte à outils ALIGN dédiée.

Expansion des monocultures d'arbres en Afrique et investissements associés

Article, *Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales (WRM)*, avril 2026

L'article analyse l'expansion des plantations industrielles d'arbres en Afrique subsaharienne, financée par près de 500 millions USD d'institutions du Nord global (BEI, FMO, BIO, FinDev Canada). Entre 2020 et 2025, les monocultures ont progressé de 600 000 hectares sur le continent. Le Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales (WRM) documente les conflits fonciers générés en Tanzanie, au Gabon, en Sierra Leone et au Mozambique, et déconstruit l'argument trompeur de la « restauration des terres dégradées » utilisé pour justifier ces accaparements.

Que faire pour que foncier et investissement fassent « bon ménage » ?

Note politique, *COPRAF*, 2026

Issue d'un panel organisé le 12 décembre 2025 à Dakar, cette note de la Communauté des Praticiens du Foncier (COPRAF) analyse les tensions entre investisseurs et communautés locales au Sénégal et formule quatre séries de recommandations : instaurer un partenariat tripartite État-investisseur-collectivité incluant une participation au capital social ; rendre obligatoire la concertation préalable et les délibérations foncières publiques ; réformer le système d'indemnisation (loi de 1964) pour couvrir la perte foncière elle-même et introduire une prime de vulnérabilité ; consolider la cohésion sociale via un « quitus social » et des contrats sociaux contraignants, en complément du titre juridique.

One health

Nourrir et protéger : l'agriculture au cœur de la santé globale

Replay de webinar, *Fondation FARM*, avril 2026

Ce webinar, organisé en marge du One Health Summit de Lyon (5-7 avril 2026), explore les liens entre systèmes agricoles et santé globale (humaine, animale, environnementale). Les intervenants examinent l'influence de l'agriculture sur la nutrition, les sols et la biodiversité, et présentent des innovations de filières (légumineuses, café, cacao, élevage) réduisant les intrants et les risques sanitaires, avec des échanges entre acteurs du Nord et du Sud.

Pêche

En cas de « carton rouge INN » de l'UE au Sénégal, quels pourraient être les impacts sociaux et économiques pour la pêche artisanale ?

Rapport, *Dr. Makhtar THIAM, CAOPA*, avril 2026

Le rapport analyse les conséquences socioéconomiques d'un éventuel « carton rouge » de l'Union européenne (UE) au Sénégal pour non-coopération dans la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN). Dr. Makhtar Thiam montre que le marché européen représente environ 40 % de la valeur des exportations halieutiques sénégalaises et que plus de 70 % de ces produits proviennent indirectement de la pêche artisanale. Une interdiction d'exporter entraînerait des pertes de revenus massives pour quelque 75 000 pêcheurs et mareyeurs.

Pratiques paysannes

Co-design of diversified sorghum-based cropping systems with smallholder farmers in North-Sudanian Burkina Faso

Article scientifique, *Agronomy for Sustainable Development*, avril 2026, en anglais

Dans la zone Nord-Soudanienne du Burkina Faso, une démarche de co-conception de systèmes de culture à base de sorgho a été conduite avec des agricultrices et agriculteurs de 2021 à 2023, selon l'approche DEED. Les résultats montrent que les systèmes proposés par la seule équipe de recherche ne surpassent pas systématiquement les pratiques paysannes, tandis que les systèmes re-conçus en co-design génèrent des gains de rendement significatifs en sorgho et en niébé. Les évaluations paysannes intègrent aussi fortement la demande en travail et la contrainte foncière.

2026, ANNÉE DES PARCOURS ET DES ÉLEVEURS PASTORAUX



ANNÉE INTERNATIONALE DES
**PARCOURS ET DES
ÉLEVEURS PASTORAUX**
2026

Renforcer le pastoralisme au Niger: un pilier économique qui s'adapte aux changements rapides

Policy brief, *FAO*, 2026

Cette note de la FAO présente les résultats d'une enquête menée en 2022 auprès de 1 038 ménages pastoraux et agropastoraux au Niger. L'élevage représente 85 % de leurs revenus et contribue à 13,6 % du PIB national. Le secteur subit de fortes pressions : chocs économiques, climatiques, pression foncière et, depuis 2023, effets des sanctions régionales. Les recommandations portent sur l'investissement dans les infrastructures pastorales, la gestion durable des pâturages et l'implication des organisations d'éleveurs dans les politiques publiques.

Le pastoralisme au Burkina Faso: un pilier économique affecté par des chocs multiples

Policy brief, FAO, 2026

Cette note de la FAO présente les résultats d'une enquête menée en 2021 auprès de 1 140 ménages pastoraux et agropastoraux au Burkina Faso, répartis sur 12 provinces. Elle montre que l'élevage représente 71 % des revenus de ces ménages et contribue à 13,3 % du PIB national, mais que le secteur est soumis à des chocs multiples et cumulés : insécurité, pression foncière, changement climatique et pandémie de covid-19. Près de 62 % des ménages signalent un accaparement des espaces pastoraux et 58 % des difficultés d'accès aux pâturages. Les recommandations portent sur la sécurisation de la mobilité transfrontalière, l'investissement dans les infrastructures pastorales, le développement des filières laitières et l'implication des organisations pastorales dans l'élaboration des politiques publiques.

AGENDA

Jusqu'au 3 mai

3ème édition du Prix de l'Innovation Agricole Abdoulaye TOURE

Appel à candidature, CORAF

Ce prix est destiné à récompenser trois chercheurs, innovateurs ou organisations d'Afrique de l'Ouest et du Centre pour des innovations agricoles à fort impact. Trois catégories sont visées : productivité agricole, adaptation climatique, financement et accès aux marchés. Une subvention de 30 000 USD est allouée aux lauréats pour la mise à échelle de leur technologie. L'édition 2026 encourage particulièrement les innovations en production animale et en systèmes intégrés agriculture-élevage-aquaculture.

12 au 14 mai

Lait, vecteur de développement

Colloque, ISRA, Cirad, INRAE, Saly Sénégal

Cette 5ème édition des Rencontres LVD, prévue à Saly (Sénégal) du 12 au 14 mai 2026, abordera les défis de la filière laitière dans un contexte mondial de crises multiples. Elle vise à fédérer scientifiques, décideurs et acteurs locaux autour de solutions durables et inclusives. Quatre sessions porteront sur l'Afrique de l'Ouest, les marchés laitiers, le climat et la diversité des laits.

9 au 12 juin

Rassemblement des éleveurs d'Afrique de l'Ouest et Centrale

Alliance mondiale des peuples autochtones mobiles (WAMIP), West Africa Mobile Indigenous Pastoralists (WAMIP) et Réseau des Pasteurs et Producteurs du Sahel – Afrique (RPPS-A), Abidjan

L'événement vise à produire une Déclaration des pasteurs de la région, à renforcer les alliances régionales et à alimenter les processus de négociation mondiaux (assemblée mondiale en Mongolie en août 2026, COP17 de la CNUCLD). Il abordera la mobilité pastorale, la gouvernance foncière, l'adaptation climatique, la santé animale et la place des femmes et des jeunes.

2 au 4 juin 2026

4ème Conférence Pan-Africaine sur la Gouvernance Semencière

AFSA, conférence

La 4e Conférence panafricaine sur la gouvernance des semences se tiendra du 2 au 4 juin 2026 à N'Djamena, au Tchad, après des éditions à Dakar, Dar es Salaam et Niamey. L'édition 2026 élargit son périmètre de la souveraineté semencière à la souveraineté génétique, en abordant les droits sur les données agricoles, les pressions des cadres commerciaux sur les variétés locales et la gouvernance des systèmes semenciers paysans, en amont du lancement du cadre continental de l'Union africaine sur les politiques semencières.

Appel aux dons

Inter-réseaux a besoin de vous ! Nous vous invitons, si vous le pouvez, à soutenir via un don notre mission de production d'informations et de diffusion gratuite des connaissances qui renforcent la voix des agricultures familiales au cœur des politiques publiques. Chaque don, même modeste, nourrit le dialogue !

Nous soutenir

Retrouvez ce bulletin sur le site d'Inter-réseaux

<http://www.inter-reseaux.org/>

Pour ne plus en manquer, abonnez-vous :

<https://www.inter-reseaux.org/abonnez-vous/>

Et pour des suggestions, des réactions, écrivez-nous :

veille@inter-reseaux.org

Réalisé avec les veilleurs d'Inter-réseaux et le soutien de :

